

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Colloque : LE CONTRAT DE TRAVAIL DANS TOUS SES ÉTATS
organisé par la Commission de droit social du Syndicat des Avocats
de France (SAF) à l'Université de Paris-Dauphine le 11 décembre 2004

Michel Henry : Avant-propos.

Jean Pélissier : La détermination des éléments du contrat de travail.

Myriam Plet : Bonne foi et contrat de travail.

Agnès Martinel : L'office du juge dans la détermination et le contrôle des obligations contractuelles.

JURISPRUDENCE

Voir notamment :

L'égalité des sexes en matière de prestations vieillesse : distinction entre régime légal et régime professionnel.

Cour de cassation (2^e Ch. Civ.) 15 juin 2004 - Note Francis Saramito (p. 109)

Retour sur un arrêt critiquable : à propos de la prohibition de la prise d'acte par le salarié de la rupture de son contrat de travail lorsqu'il a engagé une action prud'homale en exécution du contrat.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juillet 2003 - Note Daniel Joseph (p. 110)

Compatibilité de l'action en résiliation du contrat de travail et de la prise d'acte de la rupture à l'initiative du salarié.

Cour d'appel d'Aix (9^e Ch.) 22 septembre 2004 - Note Jérôme Ferraro (p. 112)

Un mode d'emploi jurisprudentiel des critères de qualification du harcèlement moral.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 octobre 2004 - Note Laurent Millet (p. 117)

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Procédure prud'homale : décisions sélectionnés et commentés par **Daniel Boulmier**.

Arrêts récents de la Cour de cassation résumés par **Marie-France Bied-Charreton** (pages 3 et 4 de la couverture).



REVUE JURIDIQUE DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

263, RUE DE PARIS, 93516 MONTREUIL CEDEX - www.cgt.fr

Doctrine :

Le contrat de travail dans tous ses états 89

- Avant-propos, par **Michel Henry**, Avocat au Barreau de Paris 90
- La détermination des éléments du contrat de travail, par **Jean Pélissier**, Professeur émérite à l'Université des sciences sociales de Toulouse, Chercheur au LIRHE 92
- Bonne foi et contrat de travail, par **Myriam Plet**, Avocat au Barreau de Lyon 98
- L'office du juge dans la détermination et le contrôle des obligations contractuelles, par **Agnès Martinel**, Conseiller référendaire à la Chambre sociale de la Cour de Cassation 103

Jurisprudence :

ASSURANCES SOCIALES – Assurance vieillesse – Prestations – Egalité de traitement entre les hommes et les femmes – Discrimination suivant le sexe – Possibilité ouverte au droit national par le droit européen.
COUR DE CASSATION (2^e Ch. Civ.) 15 juin 2004 109
Note Francis Saramito 109

CONSEILS DE PRUD'HOMMES – Procédure – Demande initiale – Exécution du contrat de travail – Modification en cours d'instance par une prise d'acte de la rupture – Conditions – Demande additionnelle.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 8 juillet 2003 110
Note Daniel Joseph 111

CONSEILS DE PRUD'HOMMES – Saisine du salarié en vue d'obtenir la résiliation du contrat – Ultérieurement, prise d'acte par le salarié de la rupture en raison de manquements imputés à l'employeur – Réalité des griefs – Rupture produisant les effets d'un licenciement sans cause réelle et sérieuse.
COUR D'APPEL D'AIX-EN-PROVENCE (9^e Ch. B) 22 septembre 2004 112
Note Jérôme Ferraro, Avocat au Barreau d'Aix-en-Provence 113

CONTRAT A DURÉE DÉTERMINÉE – Remplacement de salariés absents – Tâches identiques de même qualification – Activité normale et permanente de l'entreprise.
 DURÉE DU TRAVAIL – Temps partiel – Détermination – Imprévisibilité des horaires – Disponibilité constante à l'égard de l'employeur – Requalification en temps plein.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 29 septembre 2004 114

Contrat de travail – Exécution – Employeur – Pouvoir de direction – Etendue – Libertés fondamentales – Restriction à la liberté d'expression – Limites.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 22 juin 2004 116
Note Emmanuel Gayat et Arnaud de Senga 117

CONTRAT DE TRAVAIL – Harcèlement moral – Définition – Conjonction et répétition de faits – Harcèlement caractérisé.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 27 oct. 2004 117
Note Laurent Milet 118

CONTRAT DE TRAVAIL – Rupture – Prise d'acte par le salarié – Griefs imputés à l'employeur – Mise en cause de la qualification et du degré de subordination – Rupture produisant les effets d'un licenciement sans cause réelle et sérieuse.
COUR D'APPEL DE PARIS (18^e Ch. E) 14 janvier 2005 120

LICENCIEMENT POUR MOTIF ECONOMIQUE – Reclassement – Obligation de l'employeur – Mise en œuvre – Obligation de loyauté – Portée.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 7 avril 2004 122

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Cause réelle et sérieuse – Faute grave – Propos antisémites adressés par courrier électronique dans des conditions permettant d'identifier l'employeur (première espèce).	
CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Utilisation de la messagerie électronique à des fins personnelles – Appel à soutenir José Bové – Sanction disciplinaire – Messagerie couramment utilisée par les salariés à des fins diverses – Tolérance de l'employeur excluant l'exercice du pouvoir disciplinaire (deuxième espèce).	
Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 2 juin 2004	123
Deuxième espèce : CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE PARIS 19 octobre 2004 (Commerce - Départage)	124
LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Salariée vivant en concubinage avec son employeur – Rupture de la relation – Licenciement ultérieur – Absence de motif réel et sérieux – Ancienneté de deux années mais entreprise occupant huit salariés – Dispositions de l'article L. 122-14-5 du Code du travail écartées comme contraires à l'article 26 du Pacte international sur les droits civils et politiques.	
CONSEIL DE PRUD'HOMMES DU PUY-EN-VELAY (Industrie - Départage) 16 mai 2001	126
Note Michèle Bonnechère	128

Chroniques jurisprudentielles :

PROCÉDURE PRUD'HOMALE : Décisions sélectionnées et commentées par Daniel Boulmier , Maître de conférence à l'Université de Nancy II	
1 - Unicité d'instance et caducité : COUR D'APPEL DE VERSAILLES, 19 octobre 2004	130
2 - Unicité d'instance et saisine tour à tour du bureau de jugement et du bureau de conciliation : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 29 septembre 2004	131
3 - Unicité d'instance et Conseil de prud'hommes non dessaisi d'une première instance : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 12 octobre 2004	131
4 - Unicité d'instance et exercice d'une voie de recours : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 8 décembre 2004	132
5 - Nouvelles demandes et Cour d'appel ayant prononcé un sursis à statuer partiel : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 8 décembre 2004	133

RPDS 719 - Mars 2005

Au sommaire :

Licenciements économiques et droits des comités d'entreprise après la loi de cohésion sociale

L'application des conventions collectives (deuxième partie)

Table de la jurisprudence publiée en 2004

L'actualité juridique (sommaires de jurisprudence)

Pour les lecteurs non abonnés à la RPDS, ce numéro peut être commandé à
NSA La Vie Ouvrière, BP n° 27, 75560 Paris cedex 12.

Prix du numéro : 6 € (+ forfait de 2,59 € par envoi)

Abonnement : 63 € par an (tarif syndical : 60 €)

Commande, paiement et abonnement en ligne sur notre site internet

www.librairie-nvo.com

